



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var**

Service SPP – PSIGALE - service publicité

Toulon le,

15 JUL. 2025

Courriel : ddtm-pub@var.gouv.fr

Le directeur départemental des
territoires et de la mer

à

Monsieur le Président de Toulon
Provence Méditerranée

Par délibération du 30 avril 2025 le conseil métropolitain a arrêté le projet de règlement local de publicité intercommunal (RLPi).

En application des articles L. 581-14-1 du code de l'environnement et L. 153-16 du code de l'urbanisme, vous m'avez transmis pour avis ce projet le 16 mai 2025, date de réception en préfecture.

La métropole Toulon Provence Méditerranée étant compétente en matière d'élaboration du plan local d'urbanisme, elle est compétente pour élaborer son RLPi.

La métropole TPM est constituée de 12 communes dont trois disposent aujourd'hui d'un RLP : Le Pradet (RLP du 18/12/2017), Six-Fours-les-Plages (RLP du 18/12/2018) et La Garde (RLP du 24/03/2022). Toutes ces communes font partie de l'unité urbaine de Toulon qui compte 547 821 habitants, ce qui implique qu' :

- en matière de publicité, les dispositions qui s'appliquent en l'absence de règlement local de publicité sont celles relatives aux agglomérations de plus de 10 000 habitants,
- en matière de bâches publicitaires et d'enseignes, il convient de différencier, pour chaque commune, les agglomérations principales de plus de 10 000 habitants et celles secondaires de moins de 10 000 habitants.

La délibération du conseil métropolitain du 15 décembre 2020 prescrivant le RLPi annonce les objectifs suivants :

- Réglementer les publicités, les enseignes et les pré-enseignes dans un but de protection du cadre de vie et des paysages ;
- assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire de la Métropole TPM ;
- mettre en valeur le patrimoine et les paysages urbains, naturels par la limitation de l'impact des dispositifs de publicité ;
- améliorer l'image et l'attractivité du territoire en encadrant l'affichage publicitaire ;
- revoir le contenu des zones réglementées en fonction de la réglementation nationale la suite de la réforme introduite par la loi Grenelle II et ses évolutions ultérieures ;
- réinterroger les zones de publicité autorisée instituées par certains RLP communaux au regard de l'évolution des communes concernées et des nouveaux choix.

Le dossier est composé d'un rapport de présentation en trois parties principales (diagnostic, orientations et objectifs, justification des choix), du règlement proprement dit et d'annexes comprenant les plans de zonage et les limites d'agglomération.

Le bilan de la concertation est joint au dossier, et permet de vérifier que celle-ci a bien eu lieu, et que les engagements pris dans la délibération ont bien été tenus.

Le rapport de présentation

Le diagnostic sur lequel s'appuie le rapport de présentation est détaillé, et identifie les enjeux économiques et paysagers du territoire à prendre en compte. Une analyse des RLP communaux en vigueur et de ceux devenus obsolètes en juillet 2022 a été réalisée, ainsi qu'un état des lieux de l'affichage en place sur le territoire. Cet état des lieux fait ressortir un nombre important d'illégalités qui devraient faire l'objet de mesures de police par chacun des maires concernés afin de mettre fin aux infractions constatées.

Le territoire a été étudié et différentes typologies ont été distinguées : centre patrimonial, entrées de ville, zones d'activité, quartiers résidentiels...

Les orientations et objectifs annoncés sont clairs. Le zonage est pertinent et ne multiplie pas inutilement les zones. Il s'attache à traiter le territoire de la métropole dans son ensemble, sans juxtaposer des zonages communaux. Les choix opérés par la collectivité sont clairement exposés et justifiés par l'analyse qui a été faite du parc publicitaire et des besoins économiques ainsi que des enjeux paysagers de ce territoire d'exception.

Le document est à jour des dispositions de la loi Climat et Résilience d'août 2021 pourtant postérieure à la délibération prescrivant l'élaboration du RLP métropolitain.

Toutefois, quelques erreurs devront être corrigées.

- A la page 61 du rapport de présentation : il est indiqué que l'obligation d'extinction des dispositifs de publicité lumineuse la nuit ne concerne pas la publicité numérique supportée par le mobilier urbain si les images sont fixes. Or, l'article R. 581-35 du Code de l'environnement précise que la dérogation concerne uniquement le mobilier urbain affecté aux services de transport et durant les heures de fonctionnement desdits services.
- A la page 118 : il y a une confusion entre les bâches encadrées par le Code du patrimoine (qui échappent à la réglementation du Code de l'environnement) et les bâches de chantier prévues aux articles R. 581-19, 53 et 54 du Code de l'environnement, qui ne concernent pas uniquement les monuments historiques et ne sont pas soumises à l'avis de l'architecte des bâtiments de France.
- A la page 119 : dans le tableau récapitulant les dérogations en secteurs protégés, il est question de publicité permise en abords de monument historique quand il n'y a pas de covisibilité. Or, les abords sont définis précisément par la covisibilité. Sans covisibilité, il n'y a pas d'abords de monument historique, en dehors des périmètres délimités des abords traités à part.
- Le paragraphe 3 de la page 119 mentionne les cônes de vue et leur emprise : ils sont représentés sur les plans par un point et une direction, et n'ont pas d'emprise définie. Il est difficile d'établir un périmètre précis d'application pour les cônes de vue. Ils pourraient être déterminés par un zonage pour rendre l'application du document plus cohérent. De plus, ils sont par endroits identifiés sur des axes routiers structurants classés en ZP3. Cette zone « ZP3 » permet les plus grands formats de dispositifs publicitaires, tandis que les cônes de vue les limitent à une surface de 2 m² sur mobilier urbain.
- A la page 135 : le rapport indique que les sous-zones ZP3a, ZP3b et ZP3c couvrent « l'ensemble du domaine public et des unités foncières situées à 20 mètres de part et d'autre de la chaussée de certains axes routiers de la Métropole », alors que le règlement définit ces zones comme couvrant 20 m de part et d'autre de l'axe des voies, et non de la chaussée. La définition donnée devra être corrigée.
- Sur la même page, il est indiqué que dans la zone ZP3b le format publicitaire permis de 4,70 m² est ramené à 4 m² conformément à la charte du parc national, dans son aire d'adhésion. Le RLP n'a pas à être conforme à la charte du parc national, mais compatible avec celle-ci. Il n'est pas nécessaire de se conformer au format de 4 m² maximum préconisé par la charte établi sur la base de l'ancienne réglementation (réglementation actuelle à 4,70 m²).

Le règlement

La partie réglementaire comporte d'une part les règles concernant les préenseignes et la publicité dans chacune des zones, puis celles concernant les enseignes dans chacune des mêmes zones. Chacun de ces deux grands chapitres débute par des dispositions générales s'appliquant à l'ensemble des zones.

Quelques points méritent des précisions ou corrections :

- Concernant la publicité, à la page 12 du règlement, l'article PG.4 limite la publicité « dans l'emprise des cônes de vue identifiés sur les annexes graphiques ». Comme souligné ci-dessus, ces cônes de vue sont représentés sur les plans par un point et une direction sans délimiter l'emprise. Il conviendra de rectifier le zonage pour intégrer les secteurs concernés à une zone au règlement plus strict, et ne pas faire mention de cette notion de cônes de vue au règlement ainsi qu'au plan de zonage, sauf à délimiter réellement ces emprises sur les plans de zonage.
- A la page 16 à l'article PG.16 il est précisé dans quelles conditions la publicité est autorisée dans les emprises ferroviaires. Il conviendrait d'ajouter l'obligation d'être en agglomération.

Le même article fixe des conditions pour la publicité sur des quais et sur le parvis des gares « pour les dispositifs visibles depuis une voie ouverte à la circulation publique », mais seuls les dispositifs visibles d'une voie ouverte à la circulation publique entrent dans le champ de la réglementation du Code de l'environnement : cette précision est inutile et prête à confusion.

- A la page 27, la section P3e – *dispositions particulières applicables à la zone de publicité ZP3E* - détaille les règles applicables dans la zone couvrant l'emprise de l'aéroport. Il conviendrait de préciser qu'il s'agit là des règles nationales, car le RLP ne peut pas réglementer la publicité hors agglomération.

Les règles nationales étant rappelées, il conviendrait d'ajouter que les dispositifs publicitaires dans l'emprise de l'aéroport sont interdits si les affiches qu'ils supportent ne sont visibles que d'une voie publique située hors agglomération et hors de l'emprise de l'aéroport et ce, conformément à l'article R. 581-31 du Code de l'environnement.

Il est indiqué également que « conformément à l'article R. 581-42 du Code de l'environnement, le mobilier urbain ne peut pas supporter de la publicité numérique dans l'aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros. », mais l'aéroport étant situé hors agglomération, celui-ci n'est pas visé par cette interdiction qui ne s'applique qu'en agglomération dans l'aire d'adhésion du parc national.

- A la page 45 de ce règlement, une erreur matérielle a été relevée à l'article E1. 10 - Enseigne numérique au point III : « L'enseigne numérique est concerné par les règles d'extinction nocturne fixées à l'article **EG.5** ». Or, c'est l'article **EG.6 à la page 35** qui est concerné par l'extinction nocturne. Cette erreur doit être rectifiée aux pages 53 et 60.

En dehors de ces points, le règlement est clair et ordonné. Il s'accompagne de schémas et d'un lexique afin d'en faciliter la compréhension.

Plan de règlement et le zonage

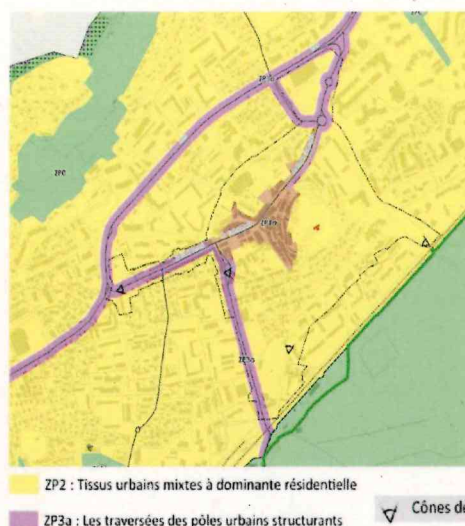
Le dossier comporte un **plan de règlement** précis, répondant aux exigences du Code de l'environnement. Le zonage imposé à la publicité est le même que celui des enseignes. Il facilite la compréhension du document permettant de repérer, à la parcelle, l'appartenance de chaque terrain à une zone ou une autre du RLP, à l'exception toutefois des zones ZP3 définies comme « une bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des voies ».

Cette définition simple et générale pour l'ensemble des sous-zones permet toutefois d'identifier facilement les limites de zones, à condition que le rapport de présentation soit corrigé pour donner la même définition (voir remarque plus haut).

Le **zonage** est globalement cohérent au regard des orientations et objectifs annoncés. Toutefois, la superposition par endroits d'un zonage ZP3a élargissant les possibilités de publicité et de la mention de cônes de vue les limitant nuit à la clarté du document. De même, la présence de zones ZP3a dans un périmètre délimité des abords visant précisément limiter les possibilités de publicité sur certains axes semble incohérente.

C'est le cas dans le périmètre délimité des abords de la chapelle et de l'oratoire à La Garde par exemple :

Périmètre délimité des abords (PDA) de la chapelle et de l'oratoire à La Garde



Périmètre délimité des abords de la chapelle et de l'oratoire à La Garde en ZP2 : publicité sur mobilier urbain 2 m²

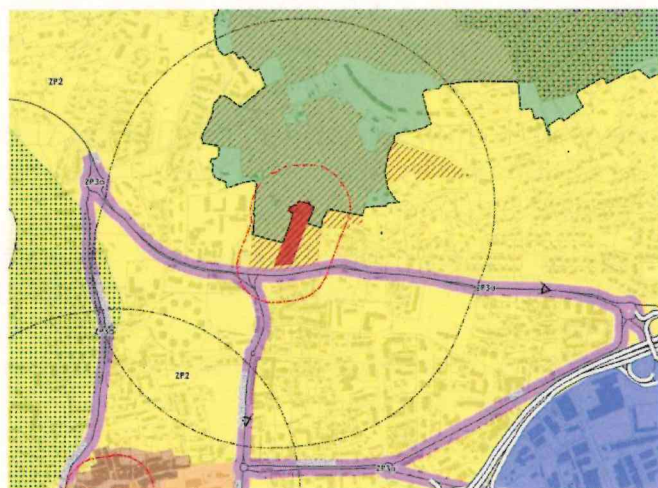
Zonage ZP3a sur les axes : 10,5 m² mural ou au sol, 8 m² sur mobilier urbain

Cônes de vue : « Dans l'emprise des cônes de vue identifiés sur les annexes graphiques, seule est autorisée, quel que soit le règlement de la zone de publicité concernée, la publicité supportée par du mobilier urbain d'un format unitaire limité à 2m² maximum. »

▽ Cônes de vue

La règle applicable dans ce secteur semble se contredire, les cônes de vue sont inutiles comme le classement en ZP3a des axes et nuisent à la compréhension de la règle, la plus stricte s'appliquant quoi qu'il en soit. Le périmètre délimité des abords (PDA) devrait intégralement être en zone ZP2.

Autre exemple dans les abords de la Bastide d'Orvès à La Valette :



■ ZP2 : Tissus urbains mixtes à dominante résidentielle

■ ZP3a : Les traversées des pôles urbains structurants

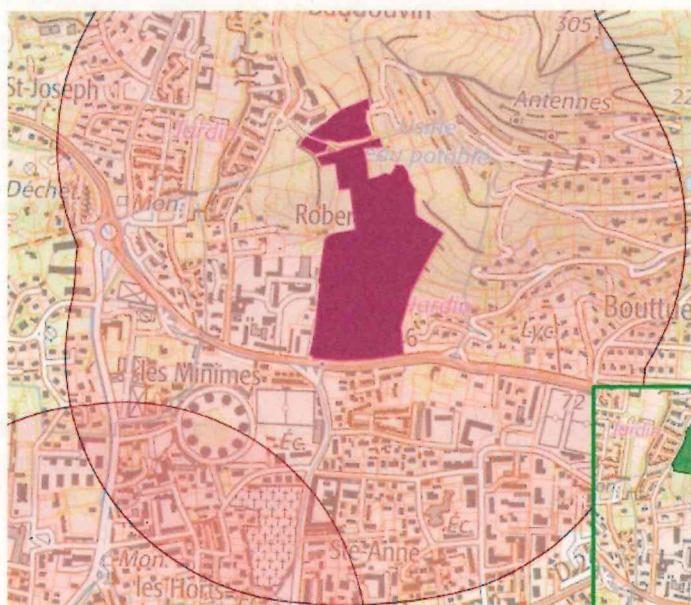
▽ Cônes de vue

Abords de la Bastide d'Orvès à La Valette en ZP2 : publicité sur mobilier urbain 2 m² au-delà de 100 m

Zonage ZP3 sur les axes : 10,5 m² mural ou au sol, 8 m² sur mobilier urbain

Cônes de vue : « Dans l'emprise des cônes de vue identifiés sur les annexes graphiques, seule est autorisée, quel que soit le règlement de la zone de publicité concernée, la publicité supportée par du mobilier urbain d'un format unitaire limité à 2m² maximum. »

Il est contradictoire de créer des zones ZP3a élargissant les possibilités de publicité et d'y superposer des cônes de vue les réduisant. Il est à noter que le monument historique reporté ici n'est pas à jour de son extension récente qui devra être reportée sur le plan :



Abords de la Bastide d'Orvès à La Valette : nouveau périmètre, inscription le 27/09/2024

et site classé (interdiction absolue)



Les cônes de vue identifiés lors de l'élaboration devront être traduits dans le zonage afin de permettre la prise en compte des limites de publicité qu'ils induisent.

Ainsi, les secteurs patrimoniaux, par ailleurs protégés des grands formats publicitaires, et ceux délimités par les cônes de vue devront être pris en compte notamment en retirant le zonage ZP3a de ces secteurs.

Les servitudes d'utilité publique patrimoniales et paysagères

Il a été relevé, sur les plans de zonage, des erreurs matérielles et des défauts de lisibilité concernant les servitudes d'utilité publique patrimoniales et paysagères. Ces erreurs explicitées dans l'avis de l'UDAP joint au présent avis après arrêt, sont résumées ci-dessous :

- Leur identification sont parfois peu lisibles notamment dans les sites classés, les rayons de 500 mètres et les périmètres délimités des abords (PDA).
- Pour le zonage des communes de La Garde, Le Pradet, Six-Fours-Les-Plages et Toulon : le tireté délimitant le PDA et le rayon de 500 mètres est rouge sur les plans de zonage alors qu'il est en noir dans la légende.
- Une partie des délimitations des PDA du Fort Saint-Louis, du Jardin de Rocaille et du Fort de la Grosse Tour (Tour Royale) est manquante.
- Deux PDA sont à supprimer : pour la commune du Pradet figure un rayon de 100 mètres avec le PDA de la Villa l'Artaude et pour la commune de Toulon un rayon de 100 mètres avec le PDA de la Vasque.
- Les rayons de 500 mètres doivent figurer en totalité sur les plans pour éviter toute confusion.
- Pour des raisons de lisibilité, il serait pertinent de supprimer la mention « abords de monuments historiques » pour le rayon de 500 mètres.
- Sur les plans de zonages détaillés, la superposition des informations graphiques rendent le document illisible notamment pour les îles d'Hyères où il est difficile de distinguer le site classé et le site inscrit dans l'emprise du site patrimonial remarquable.

Conclusion

Le projet de RLPi de la métropole Toulon Provence Méditerranée répond clairement aux objectifs annoncés dans la délibération d'élaboration. Le rapport de présentation, le règlement et le plan de zonage devront être corrigés pour tenir compte des remarques précédentes.

Au vu du dossier présenté, j'émet un **avis favorable** au projet de règlement local de publicité

Pour le directeur départemental des territoires et de la mer,
La cheffe de service planifications et prospective,

Carine Léonard



